

# COLLECTIF DEPARTEMENTAL 47 POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE ENTRE PALESTINIENS ET ISRAELIENS

## En soutien au Peuple Palestinien

**Rassemblement : mercredi 20 août 2014 à 18 h 30 Place Wilson Agen**

**Manifestation : Samedi 23 août 2014 à 15h Place du Pin Agen**

**Nous restons mobilisés :**

**Pour la levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza.**

**Pour l'arrêt de l'occupation et de l'agression israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem.**

**Pour affirmer notre solidarité et notre soutien au peuple palestinien : Soutien à la RÉSISTANCE.**

**Pour le soutien au gouvernement palestinien d'entente nationale.**

**Pour des sanctions immédiates contre Israël jusqu'au respect du droit international.**

**Pour la libération des prisonniers palestiniens détenus illégalement dans les prisons israéliennes.**

**Pour dénoncer la passivité coupable de nos gouvernants et complicité internationale avec le pouvoir sioniste.**

**Pour rechercher une paix juste et durable entre palestiniens et israéliens.**

**Pour l'application du BDS : Boycott des produits israéliens, Désinvestissement des entreprises en Israël et dans les colonies, Sanctions contre Israël.**

Plus de 2 000 morts, plus de 10 000 blessés, plus de 400 000 déplacés, des dizaines de milliers de bâtiments détruits ou endommagés... Le bilan de l'agression israélienne contre Gaza s'alourdit, malgré les « trêves » et autres « cessez-le-feu », de jour en jour. Il s'agit de la plus violente offensive israélienne dans les territoires palestiniens depuis la guerre de juin 1967.

À l'heure actuelle, l'attention se polarise sur les « négociations » en cours au Caire, en vue d'un cessez-le-feu durable. Ces négociations aboutiront-elles ? Rien n'est moins sûr. Et quand bien même elles aboutiraient, rien ne sera réellement réglé.

Les données du problème sont pourtant simples. La première des hostilités dont sont victimes la bande de Gaza et ses habitants est **le blocus illégal et inhumain** imposé à la petite enclave côtière, avec la complicité de l'Égypte, depuis plus de 8 ans. Ce blocus a détruit la vie au sein de Gaza et menace chaque jour un peu plus ses habitants d'une véritable tragédie humanitaire.

Un rapport de l'ONU publié en 2012 indiquait ainsi que la bande de Gaza ne serait « *plus vivable* » en 2020, en raison du manque d'infrastructures (au moins 800 hôpitaux

supplémentaires devraient être construits, le nombre d'écoles devrait être doublé) et de la pénurie de ressources essentielles (avant l'agression actuelle, la moitié des habitants de Gaza n'avaient pas un accès régulier à l'eau potable et près de 80 % de la population devait se contenter de 4 heures d'électricité par jour).

L'opération israélienne en cours a aggravé la situation, avec des dégâts estimés entre 5 et 6 milliards de dollars.

Le nombre d'habitants dépendant de l'aide alimentaire internationale a encore augmenté, pour atteindre plus de 75% de la population.

**Les demandes palestiniennes pour la signature d'un accord de cessez-le-feu ne sont absolument pas, « maximalistes » ou « radicales ». Elles font d'ailleurs consensus chez l'ensemble des forces palestiniennes.**

Quelles sont ces demandes ? La levée du blocus, qui passe notamment par l'ouverture des frontières avec Israël et avec l'Égypte, la réhabilitation du port et de l'aéroport de Gaza (détruit et fermé depuis la fin de l'année 2000), l'extension à 10 kilomètres de la zone de pêche au large de Gaza. Aucune de ces revendications n'est nouvelle. Les Nations Unies, entre autres, ont régulièrement exigé la levée du siège, siège illégal selon la législation internationale, comme une condition nécessaire pour mettre fin à la situation humanitaire désastreuse dans la Bande.

**Ces exigences, qui correspondent tout simplement au minimum vital pour la population de Gaza, sont reconnues comme légitimes par l'ensemble des organismes internationaux.** A savoir, la satisfaction de leurs besoins les plus élémentaires : circuler, se loger, se soigner, se nourrir convenablement, s'éduquer.

Ce sont ces revendications qu'Israël refuse d'entendre, d'où l'exaspération de la population de Gaza et des organisations de la résistance palestinienne.

Tel est l'un des objectifs inavoués de l'agression contre Gaza : renvoyer la petite bande côtière à l'âge de pierre afin que les préoccupations de la population ne soient pas liées à la lutte pour la fin de l'occupation mais à la lutte pour la reconstruction et la survie.

Dès lors, il est plus qu'urgent d'entendre les appels répétés des organisations palestiniennes, et des structures de la société civile, qui ne cessent de répéter que l'urgence est aujourd'hui à l'imposition de véritables sanctions contre Israël, avec l'extension de la campagne BDS (Boycott-Désinvestissement-Sanctions), seule à même d'exercer de véritables pressions sur Israël, de contribuer à son isolement et de modifier le rapport de forces en faveur des Palestiniens.

Et comme le répètent depuis des décennies les Palestiniens et tous ceux qui sont authentiquement solidaires de leur cause : **sans justice, il n'y aura pas de paix.**

Alternative Libertaire, Artisans du Monde, ATTAC, Antifascistes, Comité Palestine47-AFPS, CGT, Ensemble, Europe Ecologie-Les Verts, FSU, Jeunesse Communiste, Ligue des droits de l'Homme (LDH), Mouvement contre le racisme et l'amitié entre les peuples (MRAP), NPA, Parti de Gauche, PCF, Solidaires, Union Juive Française pour la Paix (UJFP).